

Elections 2008: On ne peut pas réformer le capitalisme! On doit l'abattre !

Avec ce texte, nous nous adressons aux avants-gardes ouvrières, à tous les prolétaires, aux jeunes et aux femmes opprimées qui se révoltent contre les conditions de vie et de travail insupportables imposées par ce système économique et politique.

Nous, communistes, inculpés dans ce procès, nous provenons des rangs de la classe ouvrière, du prolétariat. L'histoire de nos vie et de nos luttes aux côtés des travailleurs et tous ceux et celles qui se battent sont sous les yeux de tous ceux qui nous ont connus.

Nous avons lutté, nous nous sommes organisés dans le travail et dans les mouvements de lutte, aux côtés des exploités et des peuples opprimés; nous nous sommes mobilisés contre la barbarie de la guerre impérialiste.

Nous nous adressons à vous.

Nous continuerons à lutter avec vous, tout en étant emprisonné(e)s dans les geôles de l'Etat bourgeois, jusqu'à l'émancipation économique et sociale de notre classe et de la société dans son ensemble. L'émancipation est impossible à conquérir dans le cadre de la société capitaliste et des institutions bourgeois. Cela est largement démontré. S'il en fallait encore une preuve, celle-ci en est fournie par le résultat des dernières élections. Au cours de celles-ci, la gauche bourgeoise (le Parti Démocratique) a montré son extrême faiblesse face à la crise du système capitaliste et aux luttes ouvrières et prolétariennes; tandis que la gauche « radicale » (les avatars du révisionnisme et du réformisme petit-bourgeois, rassemblés dans la « Gauche Arc-en-ciel », pour la première fois depuis 1945, a été sortie du parlement. Cela a porté un sacré coup à l'illusion réformiste! Illusion qui porte tant de responsabilités dans les défaites du mouvement ouvrier.

Ce qui s'est révélé au grand jour, c'est la grande ambiguïté et la grande fragilité de cette vision idéologique. Ambiguïté consistant dans les mystifications systématiques vis-à-vis de la classe ouvrière et des masses populaires, pour continuer à siéger dans les institutions bourgeois. Ainsi, l'allongement de l'âge pour la retraite a été appelé « *réforme des retraites* »; l'aggravation généralisée de l'exploitation et de la précarité a été appelée « *réforme du marché du travail* »; l'élimination de nombreux acquis sociaux, « *réforme du welfare state* »; la guerre impérialiste d'oppression et de pillage, « *missions de paix* ». Ces mystifications qui n'ont pas empêché sa défaite, montrant au contraire toute l'inanité d'une politique bourgeoise voulant se masquer comme « *la moins pire* » pour les masses populaires. A la longue, qui sème la capitulation, la division et l'infamie ne peut récolter que sa propre défaite.

Le changement du cadre de gouvernement qui en résulte répond à l'exigence de l'impérialisme italien de disposer d'un gouvernement plus fort et agile pour affronter la crise aggravée, un gouvernement à même d'intensifier les politiques d'exploitation du travail, plus actif et conquérant dans les guerres impérialistes. Mais l'effondrement de la gauche « radicale » pose le nouveau problème à la bourgeoisie du contrôle du développement probable des luttes, et d'un espace politique qui peut être l'affaire d'une ligne de révolution prolétarienne. Pour essayer de contrecarrer cette tendance, la bourgeoisie impulse vigoureusement la mobilisation réactionnaire des masses et la répression.

L'opération répressive qui nous concerne – comme d'autres touchant d'autres communistes, anarchistes, anti-impérialistes et antifascistes – en est un exemple. Ce que l'on craint le plus, c'est notre identité. Pour cela, on veut présenter nos idées et notre pratique de lutte pour la libération sociale comme une série d'actes criminels, dans le double objectif d'intimider les masses et

d'empêcher la convergence de l'exaspératriton et de la radicalité montante au sein des luttes avec la lutte révolutionnaire conséquente. La bourgeoisie essaie de frapper préventivement, pour empêcher que la lutte contre l'exploitation et l'oppression prenne l'unique voie possible: la voie révolutionnaire pour la construction d'une société nouvelle de l'égalité et de la liberté.

Nous passons devant les tribunaux de l'Etat bourgeois. L'Etat « de tout le peuple » est un des plus grands mensonges par lesquels la classe dominante traverstit l'Etat qui est le sien. Ainsi, les juges ne peuvent en être qu'un rouage: ils appartiennent organiquement à la politique bourgeoise, ils répondent aux intérêts de la classe dominante. Entre nous, prolétariat, et la bourgeoisie conduite par le grand capital, il ne peut y avoir que l'affrontement.

Nos intérêts de travailleurs sont antagoniques aux intérêts de la classe capitaliste, pour le simple fait que le capitalisme vit de notre exploitation. La classe dominante a façonné l'Etat pour ses besoins au cours du temps: le système parlementaire, les différents gouvernements, le pouvoir judiciaire ne sont qu'expressions et fonctions de ses intérêts, de ceux de son mode de production. Les différentes histoires politiques et judiciaires, et surtout la parfaite continuité des politiques gouvernementales, en sont la démonstration.

Nous, nous laissons dans le travail nos énergies vitales, notre créativité, nos existences, notre santé et souvent même notre vie. Eux, ils s'approprient le produit de nos fatigues. Nous sommes la partie vivante du cycle productif. Le travail devrait et pourrait être une réalisation humaine et collective et ne plus être un objet d'exploitation et une source de malédiction. Eux, les capitalistes (ceux qui « offrent des emplois » comme ils aiment à le dire, en inversant leur réalité de voleurs du produit du travail d'autrui), font tout pour multiplier leurs profits en valorisant le capital avancé (fruit d'anciens vol commis sur le dos des précédentes générations d'ouvriers). Capital contre travail. Travail accumulé sous forme d'argent contre travail vivant. Richesses privées contre besoins sociaux. En un certain sens, c'est une lutte entre les raisons de la vie et une logique mortifère. Le mouvement ouvrier révolutionnaire s'est historiquement battu pour la réalisation du travail et de la vie sociales, directement, sans l'intermédiaire de l'appropriation privée, de la marchandisation, de l'accumulation de richesses qui signifient violence, oppression, dégradation humaine, guerres et destruction de l'environnement!

Pour cela, il ne peut pas y avoir de paix avec ceux et celles qui accumulent des richesses par l'exploitation et le massacre des travailleurs. Ce qui se passe tous les jours sur les chantiers et dans les usines en est la démonstration. Souffrances, maladies invalidantes, des milliers de morts par cancer, des maladies qui souvent ne sont même pas reconnues ni indemnisées et encore moins comptabilisées en tant que crimes contre les ouvrier(e)s. En fait, les morts par accident grave, les morts violentes (celles qui, quelques fois, passent aux informations) ne sont que la pointe de l'iceberg des quelques 6.000 morts annuels recensés officiellement, tué(e)s dans le silence par la toxicité de l'organisation capitaliste du travail, par les libres lois du marché.

Cette violence sociale, systématique et répandue, lâche et cruelle, est tout simplement niée. Banalisée comme une « fatalité de l'existence », normalisée, elle est en tout cas couverte, justifiée, acquittée par le système judiciaire-législatif. Aucun patron n'a jamais sérieusement payé pour ses crimes, même en série: l'exemple le plus éclatant et récent fut l'acquittement des dirigeants de l'usine pétrochimique de Marghera-Venise où des centaines d'ouvriers ont été tués par cancer. Exemple qui sera à coup sûr confirmé par le procès à venir contre les patrons d'ETERNIT, responsables de la mort, officiellement reconnue, d'au moins 3.000 ouvrier(e)s et habitant(e)s des environs de leurs usines d'amiante. Et cela se confirmera malgré les vélléités légalitaires de quelque pauvre juge, croyant dans l'impartialité de « l'Etat des citoyens ».

Les patrons savent que ces lois, cette « justice », ne les puniront jamais, même pour les quantités de matériaux toxiques rejettés dans l'environnement, causant toujours des morts, des maladies, des malformations à la naissance, des désastres! Ils savent qu'ils ne seront jamais poursuivis ni pour tant de spéculation obscènes (même sur les produits de consommation de masse, comme l'utilisation de matériaux ou ingrédients de mauvaise qualité, voire toxiques), ni pour les conséquences néfastes et

dégradantes de la marchandisation de la vie.

Pour toutes ces raisons, il est de notre plein droit de penser à l'unique solution possible: renverser ce système barbare et assassin.

C'est le droit des peuples de se libérer de toute forme d'oppression et de dictature. Et le capitalisme-impérialisme, même s'ils se déguisent bien, en sont la forme actuelle.

De la même manière, il est de notre droit d'expulser de nos rangs ceux qui vendent la classe ouvrière: les appareils dirigeants syndicaux, véritables agents infiltrés de la bourgeoisie, travaillent depuis toujours au désarmement du mouvement ouvrier, pour le cantonner dans un économisme privé de toute perspective politique, pour le maintenir enchaîné au char du patronat. Ils ont tout fait pour détruire l'idéologie, l'autonomie de pensée et de pratique révolutionnaire, allant jusqu'à casser la capacité de lutte et de résistance sur les lieux de travail. Ils ont collaboré à l'attaque contre les salaires (par exemple, en Italie, à travers la politique des « accords de concertation » depuis '93 qui sont officiellement reconnus aujourd'hui comme responsables de la diminution progressive du salaire réel). Enfin, ils ont collaboré aux politiques de flexibilisation qui nous ont amenés à l'actuelle réalité de cinq millions de travailleurs précarisés et appauvris.

Ces bureaucrates vivent une conditions qui n'a rien, à voir avec la fatigue, les trois-huit, les humiliations, les chantages, la nocivité que nous vivons. Ils sont beaucoup plus habitués aux salons et aux couloirs des palais des patrons et de l'Etat bourgeois. Ils constituent un appareil de pouvoir subordonné à la classe capitaliste et légitimé par l'Etat bourgeois, et cela en rapport à leur tâche précise: empêcher les travailleurs de se constituer en autonomie organisationnelle dans un processus d'unification de la classe, autour de leurs propres intérêts et de contenus révolutionnaires de libération sociale.

Etant données ces considérations essentielles sur le capitalisme d'aujourd'hui et sur son système de pouvoir, on en arrive à une conclusion pareillement essentielle: le système d'exploitation et d'oppression reste le problème! Soit on fait partie du problème, soit on fait partie de la solution. « *Les barricades n'ont que deux côtés* ». Il faut choisir.

Nous sommes conscients que ce n'est qu'en prenant en main notre destin, en comptant sur nos propres forces, sur nous mêmes, que nous pouvons défendre nos intérêts; en construisant nos organisations de lutte et nos organisations politiques finalisées pour la conduite d'un processus révolutionnaire. Processus de longue durée et difficile, mais seule voie réaliste pour renverser ce système immonde et pour engager la transformation de la société.

Bien sûr, les problèmes à résoudre sont nombreux. Mais il n'y a qu'une méthode: la pratique, fondée dans la théorie et l'idéologie de classe. En affrontant les problèmes comme on peut affronter un grand chantier (démolition et construction), dans un esprit de confrontation, d'apport de forces et d'expériences. Ces forces peuvent être variées, mais elles ne peuvent être utiles qu'à condition d'une authentique indépendance à l'égard du système bourgeois-impérialiste. Nombre d'expériences de lutte et d'auto-organisation populaires vont dans ce sens. Mais il faut aussi se doter de l'instrument essentiel pour unifier et finaliser ces différentes expériences: le Parti communiste de la classe ouvrière, qui n'est tel qu'en luttant ouvertement pour la Révolution prolétarienne, c'est-à-dire en construisant une stratégie, une ligne politique basées sur l'unité du politique et du militaire, qui puissent concrétiser cette voie.

Notre contribution, tend modestement à cet effort, à cette voie.

Les militants pour la construction du Parti Communiste Politico-Militaire

Avril 2008